

Helmut Schmidt (1918-2015)

Un chancelier hors du commun

François Talcy*



L'ancien chancelier Helmut Schmidt, qui avait dirigé le gouvernement allemand de 1974 à 1982, est décédé le 10 novembre 2015 à l'âge de 96 ans. De nombreux hommages, en Allemagne comme à l'étranger, lui ont été rendus.

Le chef de l'Etat, Joachim Gauck, a salué le pouvoir de décision de l'ancien chancelier, surtout dans les moments difficiles, faisant ainsi allusion directement aux défis relevés pendant les attentats terroristes des années 1970. La chancelière Angela Merkel l'a qualifié « *d'institution politique* » et le président du *Bundestag*, Norbert Lammert, a rappelé les grandes dates de ses différents mandats marqués par la récession économique, la guerre froide et la lutte contre le terrorisme de la Bande à Baader.

Helmut Schmidt avait préparé son grand départ. Malgré son grand âge, il avait tenu à faire ses adieux dans les capitales du monde qui lui tenaient à cœur. En mai 2013, c'est à Paris, en compagnie de l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing (87 ans lors de cette visite), qu'il avait participé à un débat sur le rôle du couple franco-allemand dans l'Europe de... 2030.

Pour autant, Helmut Schmidt n'aimait pas le vocable de visionnaire : il avait déclaré un jour que quiconque avait des visions ferait mieux d'aller chez l'ophtalmiste – une petite phrase typique de l'an-

ancien chef du gouvernement de Bonn, connu pour son franc parler (d'où son surnom de *Schmidt-Schnauze*, Schmidt la grande gueule) et pour sa



Le portrait officiel de Helmut Schmidt dans les couloirs de la chancellerie, réalisé en 1986 par le peintre Bernhard Heising (1925-2011)

prédilection à interpréter les événements du monde sans contradiction. C'est dans cet esprit que la presse allemande a rendu hommage début novembre 2015 à celui qui avait dirigé le pays avant de devenir coéditeur et analyste de l'hebdomadaire *Die Zeit*. Plusieurs quotidiens n'ont pas hésité à titrer en grosses lettres : « *Maintenant, c'est à Dieu qu'il explique le monde* ». Peu de temps avant sa mort, il était dans un studio de télévision, engoncé dans son fauteuil roulant, cigarette mentholée à la bouche. Répondant avec un regard malicieux, parfois même avec dédain à celle qui voulait savoir s'il ne

regrettait peut-être pas d'avoir été tout au long de sa vie un donneur de leçon, il avait répliqué : « *Vous ne croyez tout de même pas qu'à 95 ans, je vais changer de caractère* ». D'ailleurs, il avait la réputation de ne pas mâcher ses mots, rabrouant aussi bien les pompiers de service ou le contrôleur des chemins de fer qui voulaient lui interdire de fu-

Zum Tod von Helmut Schmidt

Bundeskanzlerin Angela Merkel hat Helmut Schmidt beim Staatstrauerakt in Hamburg als „großen Staatsmann“ und als „Instanz“ „über alle Partei und Generationengrenzen hinweg“ gewürdigt; unser Autor erinnert an wichtige Stationen seines Lebens und politischen Wirkens.

Red.

* François Talcy est journaliste indépendant.

Biographie

Pour la première fois de son histoire, l'hebdomadaire *Der Spiegel* a publié, après l'annonce du décès du chancelier Helmut Schmidt, un numéro spécial qui pourrait devenir une nouvelle collection consacrée aux biographies de grands hommes. Ce premier numéro de *Spiegel-Biografie*,



venu dans les kiosques, a été tiré à 140 000 exemplaires. La maison d'édition *Gruner+Jahr*, qui est actionnaire mais aussi concurrente du *Spiegel*, édite déjà une série biographique, mais différente dans sa conception (elle n'est pas monothématique). Elle aura son mot à dire dans ce projet.

mer. Même quand la cigarette est « rigoureusement » proscrite, comme à l'ambassade d'Allemagne à Paris (lors de ses adieux) ou au ministère des Affaires étrangères à Berlin (lors de la remise du Prix franco-allemand de Gaulle-Adenauer), il avait coutume de braver les interdictions, estimant que son appréciation de la situation mondiale était plus préoccupante que sa santé : il n'hésitait pas à critiquer ouvertement la Commission européenne de Bruxelles, qui selon lui s'occupe de problèmes de deuxième et troisième ordre, préférant les « *bavardages* » pour faire fi de « *tout premier rang* ».

Né à Hambourg le 23 décembre 1918, il effectue son service militaire près de Brême, dans une unité de DCA, il est envoyé sur le front de l'Est, revient en 1942 comme conseiller au ministère de l'Air, avant de servir dans l'artillerie, cette fois sur le front de l'Ouest, en décembre 1944. Ce n'est qu'en 1984 que Valéry Giscard d'Estaing révèle, avec l'accord de son ami Helmut, qu'un grand-père de l'ancien chancelier était un homme d'affaires juif allemand. Helmut Schmidt a eu connaissance de cette généalogie, lorsque les nazis étaient déjà au pouvoir, ce qui lui fera dire beaucoup plus tard qu'« *en ce sens, il a vécu le Troisième Reich à partir de 1934 un peu différemment que les autres jeunes de son âge à Hambourg* ». Après la guerre, il s'inscrit dès 1946 au parti social-démocrate, prend l'année suivante la tête du syndicat étudiant SDS (*Sozialistischer Deutscher Studentenbund*) et, après des études en économie et science politique, entre dans l'administration de sa ville natale pour les questions d'économie et de transport, où il exerce après 1952 des fonctions de responsabilité dans un département dirigé alors par un certain Karl Schiller (1911-1994), professeur de théorie économique à l'université de

Hambourg depuis 1947, qui deviendra en 1966 ministre de l'Économie à Bonn dans le gouvernement de grande coalition CDU-SPD du chancelier chrétien-démocrate Kurt Georg Kiesinger (1904-1988), et en 1969 dans la coalition sociale-libérale (SPD-FDP) du chancelier social-démocrate Willy Brandt (1913-1992).

Arrivé à la chancellerie en 1974 après la démission de Willy Brandt, quelques jours seulement avant l'élection présidentielle en France, mis en minorité au *Bundestag* en octobre 1982, 16 mois après la défaite de Valéry Giscard d'Estaing face à François Mitterrand, Helmut Schmidt a gouverné sous le signe de l'amitié et de la coopération avec la France, dans la droite ligne fixée en 1963 par son prédécesseur chrétien-démocrate Konrad Adenauer et par le président Charles de Gaulle dans le Traité de l'Elysée.

Il n'a jamais été tendre dans ses commentaires, pas même à l'adresse des sociaux-démocrates, dont il avait été le président du groupe parlementaire avant d'être nommé ministre de la Défense, puis des Finances et même « super-ministre » de l'Économie et des Finances pour finir chancelier en mai 1974. En décembre 2011, il avait livré son testament politique devant les délégués du SPD réunis en congrès à Berlin et expliqué l'origine de son engagement européen, après le discours de Jean Monnet en 1955 à l'occasion de son comité Pour les États-Unis d'Europe : « *Depuis ce jour, je suis devenu et je suis resté partisan de l'intégration européenne, par conscience de l'intérêt stratégique de l'Allemagne et non par idéalisme, un partisan de l'intégration de l'Allemagne* ». Il a rappelé également que « *de Gaulle et Pompidou ont poursuivi l'intégration européenne pendant les années 60 et au début des années 70 dans le but d'intégrer l'Allema-*

gne, ils ne voulaient toutefois pas intégrer leurs propres pays pour le meilleur et pour le pire. Ensuite, la bonne entente qui s'est installée entre Giscard d'Estaing et moi-même a donné lieu à une période de coopération franco-allemande et de poursuite de l'intégration européenne, période qui s'est prolongée après le printemps de 1990 entre Mitterrand et Kohl ». Pour conclure par une pique de son cru sur la crise actuelle : « Toutes les rumeurs sur une prétendue crise de l'euro n'est qu'un verbiage irréfléchi des médias, des journalistes et des politiciens ».

Dans une longue interview accordée en juillet 1980 au quotidien français *Le Figaro*, Helmut Schmidt avait énuméré les différences significatives qu'il estimait être en faveur de la France : « La France est une puissance nucléaire militaire, l'Allemagne ne l'est pas, ne veut pas le devenir et, de l'avis de tous nos partenaires européens y compris la France, ne doit pas le devenir. Deuxièmement, la France possède un droit de veto au Conseil de sécurité où nous n'avons ni siège permanent, ni droit de veto. Troisièmement, nous autres Allemands dépendons, pour la liberté de Berlin, de la garantie d'autres Etats, à savoir celle de la France, des Etats-Unis et de la

Grande-Bretagne. Vous donnez donc une garantie, nous la recevons ».

Dans ce même entretien, Helmut Schmidt avait concédé que « les Allemands d'un certain âge ont tendance à considérer comme une vertu le fait de défendre avec intransigeance tant leurs convictions individuelles que les intérêts nationaux », mais il avait vanté avec d'autant plus d'énergie l'importance du compromis en politique : « Je pense qu'au sein d'une société et d'un Etat démocratique, le compromis est une catégorie nécessaire. Dans une démocratie, la majorité ne doit pas purement et simplement écraser la minorité dans des questions qui sont fondamentales pour la minorité sur le plan humain ou moral », ajoutant qu'il existe aussi « beaucoup de compromis dans le monde auxquels je ne voudrais pas être mêlé, parce qu'ils sentent mauvais, soit moralement, soit politiquement. Ce qu'il faut donc, c'est décider dans chaque cas, avec doigté politique et en conscience, si un compromis est nécessaire, s'il est indiqué et s'il est honorable ». Interrogé un jour sur son action politique, il s'était contenté de déclarer : « Si les historiens estiment que j'ai fait mon travail convenablement, je suis satisfait ».



Bibliographie

On ne compte plus le nombre de livres écrits par Helmut Schmidt, encore moins celui de ses analyses publiées notamment dans *Die Zeit* depuis 1983. Seuls quatre ouvrages ont été traduits en français :

- *Un chrétien face aux choix politiques* (Le Centurion, 1980) reprend des articles parus entre 1962 et 1976 ;
- *La volonté de paix* (Fayard, 1980) est une compilation de ses discours prononcés entre 1974 et 1979 ;
- *Des puissances et des hommes* (Plon, 1988) est la traduction de son livre *Menschen und Mächte* paru l'année précédente en Allemagne ;
- *L'Europe s'affirme : perspectives pour le 21^e siècle* (Ed. de Fallois, 2001), avec une préface de Valéry Giscard d'Estaing, est la traduction de son livre *Die Selbstbehauptung Europas* paru un an plus tôt en allemand.